RAPPORT DE M. FEHR SUR LES MOYENS DE DROIT DE L'ACQUEREUR.

Comme suite aux discussions qui ont été faites à Paris et Berlin, il semble que les questions suivantes surtout doivent faire l'objet d'une décision:

- I.- A quel moment naît le droit de résolution de l'acquéreur?
- II.- L'acquéreur est-il admis, passé ce délai, à exiger l'exécution?
- + III.- Lorsqu'il s'agit d'évaluer abstraitement les dommages-intérêts, quel est le moment où naît le droit de l'acquéreur aux dommages-intérêts?
- IV.- Quel effet doit avoir la possibilité pour l'acquéreur de faire des achats de couverture, en cas de retard du vendeur?
- V.- Dans quel cas le vendeur doit-il être libéré de son obligation d'indemnité?
- + VI.- L'évaluation abstraite des dommages-intérêts doit-elle être toujours appliquée?
- VII.- Quelles mesures l'acquéreur doit-il prendre pour sauvegarder ses droits?
- VIII.- Des droits de l'acquéreur en cas de défauts de la chose vendue.
- IX.- De la rupture anticipée du contrat.

=====

I.

A quel moment naît le droit de résolution de l'acquéreur?

Suivant la remarque faite à Berlin par M. Heymann, l'évolution tend vers une observation de plus en plus rigoureuse des obligations réciproques créées par le contrat de vente. Cette remarque est parfaitement exacte et elle est de nature à faire naître des doutes sérieux sur l'opportunité qu'il y a à faire de la sommation une condition établissant le retard de la part du vendeur, lorsque les délais sont fixés par le contrat ou que les circonstances prouvent que la livraison sera effectuée sans retard. Il en va autrement, ainsi que le signale Almén ad § 21 n. 130, lorsqu'on exige la sommation dans les cas certainement fort rares où la date de la livraison ne ressort ni du contrat ni des circonstances qui s'y rattachent.

Sous I i. f., le Comité a déclaré à Berlin, le 18 février 1931, qu'une sommation de l'acquéreur est nécessaire pour que l'obligation de dommages-intérêts commence à courir, dans tous les cas où aucun délai n'est stipulé au contrat ou prévu par la coutume. Le droit de résolution ne pouvant être mis en question avant qu'il n'existe un retard objectif, la règle dont il s'agit ne paraît pas constituer une exception à la règle adoptée par ailleurs par le Comité, aux termes de laquelle la sommation n'est pas nécessaire pour établir le retard. Dans ce dernier cas, en effet, le but de la sommation n'est pas d'établir le retard, mais de fixer la date de livraison.

II.- IV.

- II. L'acquéreur est-il admis, passé ce délai, à exiger l'exécution?
- III. Lorsqu'il s'agit d'évaluer abstraitement les dommages-intérêts, quel est le moment où naît le droit de l'acquéreur aux dommages-intérêts?
- IV. Quel effet doit avoir la possibilité pour l'acquéreur de faire des achats de couverture, en cas de retard du vendeur?

Dans ces questions, qui sont étroitement liées, il existe une divergence de principes marquée entre le droit anglais et le droit continental, en ce que le droit d'exiger l'exécution de la vente, qui dans le droit continental est un principe fondamental, est inconnu de la législation anglaise.

Dans la législation scandinave, le droit d'option de l'acquéreur a été, comme on le sait, réglé de la façon suivante par la nouvelle loi sur la vente (dans la pratique suédoise tout au moins, on ne reconnaissait pas à l'acquéreur le droit d'exiger l'exécution en nature).

L'acquéreur n'est pas tenu d'exercer immédiatement son droit d'option, à moins que le vendeur ne prenne une mesure positive, soit en commençant la livraison, soit en demandant à l'acquéreur si, malgré le retard, il a l'intention de maintenir la vente. Si la chose vendue a été délivrée à l'acquéreur, ou si celui-ci est informé par le vendeur de son expédition, ledit acquéreur est tenu de faire immédiatement sa réclamation, et, s'il a l'intention de demander la résolution, d'en informer le vendeur dans un délai raisonnable. Lorsqu'il est demandé à nouveau à l'acquéreur s'il veut recevoir la chose vendue, il devra, sans retard injustifié, en faire part au vendeur, à peine de perdre son droit à exiger la

délivrance de la marchandise. Si, par contre, le vendeur reste passif, le droit d'option de l'acquéreur demeure intact, sous réserve que, pour sauvegarder son droit à exiger l'exécution de la vente, il fasse valoir ses exigences en temps raisonnable, ce par quoi on entend, comme chacun le sait, des délais largement calculés, pouvant atteindre plusieurs mois (Almén parle même d'années). Mais si l'acquéreur a ainsi fait sommation au vendeur d'avoir à exécuter, il a par là sauvegardé in infinitum son droit d'exiger l'exécution. Dans tous les cas, il peut, en renouvelant de temps à autre - à de longs intervalles - sa sommation d'avoir à exécuter, maintenir intégralement ce droit.

Ces règles ont une signification particulière et sont également la source de difficultés particulières, lorsqu'il s'agit d'établir les dommages-intérêts dus par le vendeur en cas de résiliation ultérieure du contrat de vente et en l'absence d'enquête fixant le préjudice subi.

Aux termes des lois scandinaves, les dommages-intérêts doivent être fixés à la somme dont, à la date où la délivrance aurait dû être faite, le prix de la marchandise visée par l'acquéreur excédait le prix de la vente. Les termes de la loi pourraient être considérés comme indiquant la date à laquelle, aux termes de la convention de vente, la délivrance eût dû être effectuée. Mais il est admis qu'on ne saurait s'en tenir là. On est tout d'abord d'accord pour admettre que, si les cours de la marchandise ont monté postérieurement à la date de livraison, les dommages-intérêts abstraits doivent être établis d'après une date ultérieure, notamment celle à laquelle la convention a été résiliée par l'acquéreur.

On suppose cependant, pour appliquer cette pratique, que l'acquéreur aura expressément exigé l'exécution de la vente et en aura demandé ensuite la résolution. Si avant la résolution l'acquéreur a laissé s'écouler un certain délai, le prix sera considéré comme fixé par celui qui était pratiqué à la date de livraison stipulée.

Si par contre les cours ont baissé, l'acquéreur n'en est pas moins considéré comme admis à fonder sa demande de dommages-intérêts sur le prix pratiqué à la date de livraison stipulée. A moins que l'acquéreur, postérieurement à cette date, n'ait fait savoir qu'il exigeait l'exécution, cette règle répond en conséquence à la règle applicable dans les cas où le prix de la chose vendue a monté postérieurement à la date de livraison. Si d'autre part l'acquéreur, bien que les cours de la marchandise soient restés stationnaires ou aient légèrement baissé - il n'est pas toujours possible, pour certaines marchandises d'établir les cours journallement - a exigé l'exécution, on peut se demander si, de même qu'il court la chance d'une augmentation de prix, il ne devrait pas courir le risque d'une baisse. Sa sommation au vendeur de livrer ne peut en effet que pousser ledit vendeur à faire sa livraison. Une sommation de l'acquéreur d'exécuter la livraison paraît devoir lier cet acquéreur, en ce sens qu'il doit être considéré comme tenu de recevoir la livraison dans un délai raisonnable. Si par exemple l'acquéreur exige la livraison, et que cette livraison lui soit offerte le lendemain par le vendeur, l'acquéreur ne doit pas être admis à la refuser. L'acquéreur était libre, au moment où il a notifié ses exigences d'exécution, de fixer un certain délai dans lequel il voulait que cette livraison fût effectuée. A défaut de cette

stipulation, le vendeur paraît devoir être considéré comme admis à effectuer la livraison dans les délais qui, en raison de la nature de la marchandise et des circonstances en général, peuvent être considérés comme raisonnables. L'acquéreur a toujours la faculté de fournir la preuve d'un préjudice concret; mais, pour tenir compte de l'évaluation abstraite des dommages-intérêts, il paraît assez naturel d'admettre que l'acheteur, au cas où la livraison n'est pas effectuée et où la vente est annulée, même dans les cas de fléchissement des prix, doit s'en tenir à la différence de prix à la date où il a définitivement annulé la vente, ou peut-être à la date à laquelle en dernier délai le vendeur peut avoir été considéré comme en droit, sur sommation de l'acquéreur, d'exécuter la livraison. En d'autres termes, cela impliquerait dans tous les cas le droit pour l'acheteur - sans préjudice de son droit à une indemnité concrète - de se considérer, par sa sommation, en ce qui concerne l'évaluation abstraite des dommages-intérêts, comme ayant renvoyé à une date ultérieure la date primitive de la délivrance, et cela, que les prix aient monté ou baissé.

Nous reconnâtrons volontiers que les difficultés que l'on éprouve en cas de prescription de la sommation de l'acquéreur d'exécuter, à établir le préjudice abstrait, ne suffisent pas à motiver une critique décisive contre le droit lui-même d'exiger l'exécution. Mais on peut se demander si, du point de vue purement commercial, la règle anglaise ne repose pas sur une base plus saine. Il faut d'abord ne pas perdre de vue que, tant que l'acquéreur maintient son exigence d'exécution, il n'y a pas lieu d'admettre que l'obligation lui incombe de recourir à des achats de couverture pour

diminuer les pertes du vendeur. Pendant cette période, c'est au vendeur, et non à l'acquéreur qu'il incombe de se procurer la marchandise. Même si, dans la pratique suédoise, cette règle ne semble pas avoir toujours été assez clairement appliquée, elle n'en doit pas moins être considérée comme une conséquence inéluctable du fait que l'acquéreur a exigé l'exécution. Mais c'est justement là que réside, au point de vue mercantile, une objection qui mérite quelque réflexion. Il ne faut point oublier que les circonstances qui règnent à la date où le vendeur néglige d'exécuter la livraison sont parfois difficiles à apprécier. Le vendeur est, en définitive, lié par ce que les débats judiciaires établissent, en dernière analyse, comme rentrant dans les obligations du vendeur. Mais il peut, au moment de la livraison, avoir eu de bonnes raisons de croire qu'aucune obligation de livrer ne lui incombait. Il ne faut pas davantage perdre de vue que, dans les contrats tels que ceux dont il est ici question, une résolution finit tôt ou tard par se produire et que l'action en exécution de livraison fait place ainsi à une action en dommages-intérêts. Il paraît alors équitable que, du moment où l'acquéreur se trouve placé devant le refus ou la négligence du vendeur d'exécuter la livraison, il contribue au règlement de la question des dommages-intérêts dans des conditions qui ne favorisent pas exclusivement ses intérêts. Si l'acquéreur désire la livraison et qu'il ait des possibilités de se couvrir, il doit le faire immédiatement. Mais s'il en est ainsi, il s'ensuit évidemment que son droit d'exiger l'exécution ne repose pas sur des conditions pratiques, mais qu'il conduit au contraire à des conséquences pouvant, à juste titre, être considérées comme passablement dures pour le vendeur.

Ce caractère draconien devient plus manifeste encore si, comme Almén, on admet que le prix pratiqué sur la marchandise à la date de livraison stipulée par le contrat doit servir de base à l'évaluation abstraite des dommages-intérêts dans le cas où le prix de cette marchandise a ultérieurement baissé, mais que, par contre, ce sont les prix ultérieurs qui doivent servir de base, au cas où les cours auraient augmenté. Si, au contraire, comme nous l'avons précédemment indiqué, on laisse l'acquéreur courir à la fois les risques et la chance d'une modification des cours, il paraît être dans l'intérêt commun des deux parties que, dans la mesure du possible, l'indemnité soit réglée d'après les cours pratiqués à la date de la livraison.

Si ces points de vue sont valables, il semble en résulter qu'on a lieu de mettre sérieusement en question la valeur et l'équité, au point de vue commercial, du droit d'exiger l'exécution postérieurement à la date de livraison stipulée par le contrat. Exception faite, bien entendu, pour les cas où, des négociations engagées entre les parties, il ressort que la livraison peut être effectuée postérieurement à la date convenue. Théoriquement, et plus particulièrement si l'on considère un domaine qui n'a pas été envisagé ici, notamment la vente d'une chose déterminée, le point de vue adopté par la loi sur la vente est évidemment logique et équitable. Le vendeur s'est engagé à livrer, l'acquéreur est en droit d'exiger qu'il satisfasse à ses engagements. Mais si l'on se place au point de vue du grand commerce international, cette règle, ainsi que toutes les conséquences qu'elle comporte, paraît peu pratique

et inutilement sévère pour le vendeur. Elle est également contraire, dans l'interprétation qu'en a donnée Almén, à la règle qu'il a proclamée lui-même comme un principe général et défendue avec énergie et succès, règle d'après laquelle une loi équitable sur la vente doit empêcher l'une des parties de spéculer au détriment de l'autre. Mais, en admettant même que cette objection pourrait être écartée par le fait que la sommation de livraison de l'acquéreur aurait, dans tous les cas, pour effet de repousser à une date ultérieure la date d'évaluation des dommages-intérêts, on serait en droit de se demander si, malgré tout, cette règle n'est pas contraire à une autre règle non moins juste, celle qui veut que, dans la liquidation d'une convention de vente qui, pour une raison ou pour une autre, n'a pu être exécutée, les parties doivent coopérer à la perte déterminée par cette non-exécution, et que cette obligation doit surtout incomber à la partie la mieux placée pour diminuer cette perte. Et il semble bien être plus naturel, dans l'es-
pèce, que l'acquéreur procède à des achats de couverture. Le vendeur a peut-être immobilisé un certain capital en vue de la livraison qu'il n'a pu exécuter en temps voulu. L'acquéreur peut par contre, à l'occasion de la résolution de la vente, libérer le capital qu'il avait prévu pour cette vente et le remployer à des achats de couverture. A cela on pourrait, il est vrai, objecter que, pour effectuer ses achats de couverture, l'acquéreur peut être obligé de payer un prix supérieur à celui qui avait été prévu dans la convention de vente, et que, par suite, il se voit contraint de verser une somme supérieure à celle qu'il avait contractée pour la livraison de la marchandise. Mais ce supplément ne saurait en aucun cas

correspondre, même approximativement à la somme que le vendeur serait astreint à déboursier, c.à.d. le prix convenu de la vente et la totalité de l'augmentation intervenue résultant des achats de couverture. Quelle que soit la valeur réelle de l'objection ci-dessus, elle ne paraît pas pouvoir faire obstacle, en vue d'une répartition équitable entre les parties, à ce que l'acquéreur soit tenu d'effectuer des achats de couverture, ou plus exactement à ce qu'il ait à fonder sa demande en dommages-intérêts sur le prix auquel il aura pu effectuer ces achats de couverture.

Il existe encore une circonstance, dont il convient de tenir compte, et qui paraît plaider dans le même sens. Dans les cas pratiquement très fréquents, où le vendeur invoque des raisons qui lui paraissent de nature à le libérer de l'obligation de livrer, il est souvent fort difficile, ainsi que nous l'avons précédemment signalé, de décider si ces raisons sont valables. L'acquéreur lui-même peut éprouver de grandes difficultés à prévoir avec quelque certitude l'issue d'un procès. Mais, dans une situation de cette nature, une livraison faite par le vendeur ne pourrait que trop facilement préjuger de sa situation: une fois la livraison effectuée, il ne pourrait plus soutenir - ou, tout au moins, il ne pourrait plus soutenir avec la même force - qu'il n'avait pas l'obligation de livrer. Par contre, le fait de procéder à des achats de couverture n'implique pour l'acquéreur aucune diminution de son droit à exiger une indemnité.

V.

Dans quel cas le vendeur doit-il être libéré de son obligation d'indemnité?

Dans le droit scandinave, on considère généralement comme un progrès le fait qu'on n'opère plus sur une sorte de dette du vendeur à l'égard de l'acquéreur, comme base de l'obligation d'indemniser, mais qu'on s'en tient à l'obligation de garantie d'éviction dont le vendeur ne peut être libéré que dans des cas de force majeure. Pour que joue l'exception de force majeure, on exige deux conditions, l'une subjective et l'autre objective. La condition subjective consiste dans le fait que l'obstacle à la livraison n'était pas tel qu'il eût dû être pris en ligne de compte par le vendeur au moment de la conclusion de la vente. La condition objective implique que la livraison a été empêchée par suite de circonstances extérieures qui ne pouvaient être évitées, telles que guerre, prohibition d'exportation, destruction en totalité de la marchandise visée par la vente, ou autres causes similaires. Il est inutile d'ajouter qu'il doit exister une liaison de causalité entre la circonstance invoquée et l'impossibilité de livrer.

On doit se demander si non seulement ce système n'est pas celui qui répond le mieux aux conditions pratiques, mais encore s'il ne constitue pas l'expression la plus simple et la plus facile à saisir de la pratique adoptée en réalité, même dans des pays où l'on continue, pour les contrats de vente, à opérer sur une sorte de faute du vendeur comme base générale de l'obligation d'indemniser et à ne reconnaître qu'exceptionnellement ce que chacun

sait être pratiquement le cas normal, c.a.d. la naissance de l'obligation d'indemniser indépendamment de toute faute. Cette règle se rattache à celle qu'a préconisée M. Capitant à Berlin.

On doit se demander quelles seraient les conséquences de la suppression du droit de l'acquéreur à poursuivre l'exécution.

Dans le cas d'obstacle passager à la livraison - cette livraison a été retardée par suite de force majeure, mais non définitivement empêchée - il serait inéquitable que l'acquéreur n'eût en aucun cas le droit de poursuivre l'exécution de la livraison, dès que l'obstacle a disparu. Signalons entre parenthèses que la nature passagère de l'obstacle ne touche en rien au droit de l'acquéreur d'annuler la vente. Ce droit s'établit d'ailleurs par suite de tout retard objectif, même si l'obstacle est de nature à être écarté à bref délai. Que ce droit entraîne le transfert du dommage au vendeur, c'est là une conséquence inévitable.

En ce qui concerne toutefois la suppression du droit de l'acquéreur à poursuivre l'exécution, cette suppression suppose, ainsi que nous l'avons déjà dit, que cet acquéreur a la possibilité de se couvrir. Dans le cas contraire, le droit de poursuivre l'exécution devrait subsister comme règle fondamentale, d'où découlerait alors cette conséquence, que si l'acquéreur poursuit l'exécution et que la résolution intervienne ultérieurement, les dommages-intérêts devront être établis d'après le prix au moment de la résolution ou d'après le prix pratiqué à une date antérieure, à laquelle l'acquéreur eût pu se couvrir.

L'évaluation abstraite des dommages-intérêts doit-elle être toujours appliquée?

Le Comité s'est montré, à Berlin, favorable à une adoption en principe du dommage abstrait dans tous les cas où la marchandise a un prix courant; il a admis toutefois que l'acquéreur pouvait demander des dommages concrets supérieurs lorsque le vendeur eût pu prévoir que le dommage concret serait notablement plus élevé. Nous avons déjà confirmé (II-IV) la thèse admise par le Comité, thèse d'après laquelle le vendeur, bien qu'il ne soit pas tenu d'effectuer un achat de couverture, doit se laisser opposer que, par une vente de remplacement non effectuée par lui, le dommage abstrait aurait pu être réduit.

Dans le droit scandinave, c'est à l'évaluation du dommage concret qu'on doit recourir en premier lieu; ce n'est que dans les cas où ce dommage concret ne peut être établi qu'on recourt au dommage abstrait. Mais le droit scandinave admet, lui aussi, le principe de la prévisibilité. En réalité, il semble que, pour les contrats dont il est ici question, la règle de l'évaluation du dommage abstrait ne soit pas en conflit avec celle de la prévisibilité, mais qu'au contraire ces deux règles se complètent l'une l'autre de façon heureuse. S'il est admis que le vendeur ait eu quelque raison de prévoir un dommage particulièrement élevé, ce dommage eût pu évidemment être évité du moment où l'acquéreur aurait pu se couvrir. Lorsqu'on pose en effet comme condition de limitation du dommage les sommes au prix desquelles les achats de couverture auraient pu être effectués, il faut comprendre par là un achat de

couverture répondant aussi en ce qui concerne la date d'exécution de la livraison avec la convention annulée. Lorsqu'un achat de couverture peut être conclu, mais que la livraison n'en peut être exécutée qu'ultérieurement, et si l'acquéreur subit un dommage du fait de ce retard, il doit être indemnisé, non seulement du dommage abstrait, mais aussi du dommage concret spécial qui intervient ici, mais seulement dans la mesure où ce dommage était prévisible.

VII.

Quelles mesures l'acquéreur doit-il prendre pour sauvegarder ses droits?

- 1.- Pour exercer son droit d'exiger l'exécution.
 En admettant même que l'on supprime le droit d'exiger l'exécution dans les cas où l'acquéreur aurait pu se couvrir, la question demeure entière de savoir quelles mesures l'acquéreur doit prendre pour sauvegarder son droit d'exiger l'exécution dans les cas où il n'a pas eu la possibilité de se couvrir.

Il est évident qu'on ne peut pas exiger de mesures immédiates de la part de l'acquéreur, hormis le cas où le vendeur demande à cet acquéreur s'il exige l'exécution. Dans cette espèce, le Comité a déjà, à Paris, sous le chiffre 15, accepté la formule scandinave: si l'acquéreur ne répond immédiatement, il perd son droit à exiger l'exécution.

- 2.- Pour sauvegarder son droit aux dommages-intérêts.
 Il ne semble pas qu'il y ait lieu, ici non plus, d'exiger de l'acquéreur une action immédiate hormis dans le cas où lui-même ou le vendeur prennent une mesure positive en raison du retard.

Si l'acquéreur procède à un achat de couverture, il paraît équitable qu'il en avise immédiatement le vendeur, qui a tout intérêt à connaître sans délai le changement survenu dans la situation par suite de cet achat de couverture. Le vendeur sera ainsi informé qu'il n'est plus question d'une livraison de sa part et il lui sera, par suite, possible d'examiner le prix et les conditions acceptés par l'acquéreur à l'occasion de cet achat de couverture, tandis qu'il peut être fort difficile, et parfois même absolument impossible, de faire un examen de ce genre quelque temps après la conclusion de l'achat de couverture.

Lorsque le vendeur demande à l'acquéreur s'il a quelques exigences par suite du retard, il doit incomber à l'acquéreur d'en faire immédiatement part au vendeur, que ces exigences concernent une action en dommages-intérêts, ou qu'il s'agisse, dans les cas exceptionnels indiqués, de l'exécution de la livraison.

Si par contre aucune des parties ne prend de mesure positive en raison du retard l'acquéreur ne peut, sans doute, être tenu de faire connaître immédiatement ses exigences d'indemnité, mais il doit néanmoins le faire sans retard injustifié.

VIII.

Des droits de l'acquéreur en cas de défauts de la chose vendue.

Il n'a été question jusqu'ici que des droits de l'acquéreur en cas de retard ou de non-exécution de la livraison. Il y a lieu de traiter séparément la question des droits de l'acquéreur lorsque, la livraison ayant été exécutée, la chose vendue se trouve présenter des défauts.

Aux termes du droit scandinave, l'acquéreur a l'option entre

l'annulation ou la poursuite d'une livraison sans défaut conformément au contrat. Il a également le droit de garder la marchandise à prix réduit (*actio quanti minoris*). En ce qui concerne le droit d'exiger l'exécution, lorsque la livraison est défectueuse, il est fait application de ce qui a été dit du droit correspondant en cas de retard. Si l'acquéreur a la possibilité de se procurer ailleurs une marchandise sans défauts, il ne doit donc pas être admis à exiger l'exécution. Ici vient s'ajouter une disposition en faveur du vendeur. Celui-ci a pu, de bonne foi, croire que sa livraison était sans défauts et l'on peut se demander alors si le vendeur n'est pas en droit d'exiger d'être informé des défauts de la chose vendue et avoir ainsi la possibilité de livrer lui-même une marchandise sans défauts. Telle doit être incontestablement la règle si la première livraison a été faite assez tôt pour que le vendeur ait la possibilité de faire une livraison sans défauts avant l'expiration des délais prévus au contrat pour cette première livraison.

En ce qui concerne l'obligation de dommage, on doit admettre ici les mêmes règles que lorsqu'il s'agit d'un retard de livraison. Cette obligation naît donc indépendamment de toute faute éventuelle du vendeur, mais elle disparaît en cas de force majeure.

Les dommages-intérêts devront être évalués en tenant compte du dommage abstrait, auquel il y a lieu d'ajouter le dommage concret qui peut être causé à l'acquéreur par suite de retard, en limitant toutefois ce dommage à celui qui eût dû être prévu par le vendeur.

L'obligation de l'acquéreur de faire sa réclamation naît au moment où il a découvert, ou eût dû découvrir le défaut. L'acquéreur est tenu d'aviser le vendeur, cette obligation devant être appréciée dans chaque cas particulier en tenant compte des exigences d'une coutume commerciale loyale à l'égard de la livraison en cause.

IX.

De la rupture anticipée du contrat.

Lorsque le vendeur fait savoir, antérieurement à la date de livraison, qu'il ne pourra livrer à la date stipulée, ce retard anticipé sera, sous réserve que cet avis ait un caractère définitif et ne soit pas simplement l'annonce d'un retard éventuel, considéré comme un retard définitif et les droits de l'acquéreur à des dommages-intérêts seront établis en tenant compte des possibilités qu'il pourra avoir, au moment du retard anticipé, de faire des achats de couverture.

Il y a lieu d'adopter ce même point de vue lorsque l'acquéreur a été formellement avisé d'avance par le vendeur de la nature de la marchandise à livrer et qu'il peut en conclure que celle-ci présente des défauts.

Les règles ci-dessus concernant la rupture anticipée du contrat ne paraissant cependant pas devoir faire l'objet d'un texte de loi formel; elles peuvent en effet être considérées comme découlant des principes généraux du droit.

Textes proposés

Retard imputable au vendeur.

Art. 1.- Lorsque la chose vendue n'aura pas été délivrée à la date fixée et que ce retard ne sera pas imputable à l'acquéreur ou à une cause dont le risque lui incombe, ledit acquéreur a le droit d'annuler la convention et d'être indemnisé par le vendeur du préjudice subi.

Art. 2.- Toutefois, il n'y aura lieu à aucune indemnité lorsque la possibilité de livrer pourra être considérée comme exclue par suite d'une circonstance dont le vendeur n'avait pas à tenir compte au moment de la conclusion de la vente. Telle que destruction totale de la chose vendue, état de guerre, prohibition d'importation ou toute circonstance similaire.

Art. 3.- Le dommage sera évalué à la différence existant entre, d'une part, le prix auquel il doit être admis que l'acquéreur a pu se procurer la marchandise par achat de couverture, au moment où le retard est intervenu et, d'autre part, le prix convenu de la vente. S'il y a lieu de supposer que l'acquéreur n'a pu, à ce moment, se procurer la marchandise en question et si, postérieurement à l'intervention du retard, il a exigé l'exécution de la livraison, le dommage sera établi en tenant compte des prix pratiqués au moment où l'acquéreur aura réussi à effectuer des achats de couverture, ou, si ces achats n'ont pu être effectués, au moment où l'acquéreur annule la vente.

L'acquéreur aura également le droit d'être indemnisé de tout autre dommage subi par lui à l'occasion du retard, sauf dans la mesure où ce dommage n'eût dû être prévu par le vendeur.

Art. 4.- Lorsque, malgré l'expiration des délais de livraison prévus, la chose vendue n'aura pas été délivrée, et que le vendeur aura demandé à l'acquéreur s'il est disposé à recevoir la marchandise nonobstant le retard, ledit acquéreur sera tenu d'aviser le vendeur de ses intentions sans retard injustifié. A défaut de cette notification, l'acquéreur sera considéré comme ayant annulé la convention. L'acquéreur sera également considéré comme ayant annulé la vente, même s'il n'a pas reçu du vendeur la demande précitée, s'il n'a pas, dans des délais raisonnables, fait savoir au vendeur qu'il exige l'exécution.

Art. 5.- Identique à l'art. 27 de la loi suédoise.

Retard imputable à l'acquéreur.

Art. 6.- A défaut par l'acquéreur de payer le prix de la vente au jour stipulé ou de prendre telle mesure libératoire équivalente, le vendeur aura le droit d'annuler la vente et de se faire indemniser par l'acquéreur du dommage subi.

Art. 7.- Toutefois, le vendeur n'aura droit à aucune indemnité lorsque l'acquéreur aura été empêché d'exécuter les clauses de la convention par suite de circonstances de la nature de celles qui sont prévues par l'art. 2.

Art. 8.- Le dommage sera fixé à la différence existant entre le prix convenu de la vente et le prix auquel il doit être supposé que le vendeur eût pu vendre la marchandise au moment où le retard est intervenu. S'il y a présomption que le vendeur n'ait pu à ce moment vendre la marchandise et qu'après l'intervention du retard il ait exigé l'exécution de la livraison, le dommage sera fixé en prenant pour base le prix de la marchandise au moment où le vendeur aura réussi à la vendre, ou, si cette vente était impossible, au moment où le vendeur aura annulé la convention.

Le vendeur aura également le droit d'être indemnisé de tout autre dommage subi par lui à l'occasion du retard, sauf dans la mesure où ce dommage n'eût dû être prévu par l'acquéreur.

Art. 9.- A défaut du paiement ou de toute autre mesure de la part de l'acquéreur prévue par l'art. 6, bien que les délais desdites mesures soient échus, et si la chose vendue n'a pas été délivrée à l'acquéreur, le vendeur sera tenu, sur la demande qui lui aura été faite par l'acquéreur si, nonobstant le retard, ledit vendeur maintient la vente, d'aviser l'acquéreur de sa décision sans délai injustifié. A défaut de cette notification, le vendeur sera considéré comme ayant annulé la vente. A défaut par l'acquéreur d'avoir fait au vendeur la demande sus-visée, ledit vendeur sera néanmoins considéré comme ayant annulé la vente s'il n'a pas, dans un délai raisonnable, exigé l'exécution de cette vente.

Art. 10.- En cas de retard dans le paiement du prix de la vente, ou si l'acheteur a pris telle mesure prévue par l'art. 6 et que le vendeur veuille exercer le droit de résolution qui lui appartient, ledit vendeur sera tenu d'en aviser immédiatement l'acquéreur, sous peine de perdre son droit de recours.